

## **Salaires / Travailleurs sociaux**

### **30 NOVEMBRE : LES DEUX FACES DU MÉPRIS**

**Rassemblement près de Matignon le matin pour la défense des revendications salariales des agents de la Sécurité Sociale, entrevue avec le Ministère des Solidarités l'après-midi... La journée du 30 novembre fut à la fois une journée riche en événements et illustrative du mépris absolu éprouvé par le gouvernement pour les agents de Sécurité Sociale et leurs revendications.**

#### **SALAIRES / MATIGNON : FACE A DU MÉPRIS**

Le matin, les Fédérations avaient demandé un rendez-vous à la Première Ministre pour défendre les revendications salariales des agents. Cette demande avait été réitérée dans un courrier du 23 novembre resté sans réponse.

A cette occasion, un rassemblement finalement autorisé, a été organisé à environ 400 mètres de Matignon en présence d'une centaine de militants, dont une très bonne représentation Force Ouvrière avec les militants qui auront scandé tout au long de la matinée des slogans tels que : « Pour défendre la Sécu et augmenter les salaires, même si Macron ne veut pas, nous on est là ! » ou encore « De l'argent pour nos salaires pas pour la guerre ! ».

La Première Ministre quant à elle a refusé de recevoir les Fédérations ou même de les faire recevoir par son Cabinet. Au prétexte des mesures sécuritaires prises dans le contexte international, il n'a même pas été autorisé qu'une délégation des Organisations Syndicales se présente devant Matignon. Ce fait parmi d'autres illustre combien la situation en Palestine est y compris aujourd'hui utilisée par le gouvernement contre l'expression des revendications des salariés de ce pays.

La 1<sup>ère</sup> Ministre est cohérente : tandis qu'elle aura utilisé jusqu'à son vingtième 49.3 pour faire adopter sans discussion et sans vote un PLFSS 2024 qui prévoit 3,5 milliards d'économies sur les dépenses de la Sécurité Sociale relatives à la santé et qui prend toute une batterie de mesures contre les assurés et les fondements de la Sécurité Sociale, elle continue de traiter les agents de la Sécurité Sociale avec la plus grande morgue ! Nous n'acceptons pas et continuons d'exiger aux côtés des personnels et avec les autres Fédérations :

-> La compensation de la perte du pouvoir d'achat par une augmentation significative de la valeur du point au 1er janvier 2023 qui, *a minima*, tienne compte du niveau d'inflation ;

-> L'attribution d'enveloppes budgétaires spécifiques permettant entre autres, la revalorisation des coefficients, la reconnaissance des compétences et le déroulement de carrière, communiquées en amont de l'ouverture des négociations portant sur les trois classifications des emplois et des rémunérations, Employés et Cadres, Praticiens Conseils et Agents de Direction.

-> Le relèvement de la part employeur à 60 % dans le financement de la complémentaire santé, avec un budget complémentaire de 34 millions d'Euros soit 0,6 % de la masse salariale.



Les militants FO, le 30 novembre près de Matignon.

## **TRAVAILLEURS SOCIAUX/MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS : FACE B DU MÉPRIS**

L'après-midi du 30 novembre, après l'annulation de l'entrevue du 13 novembre à la dernière minute par le Ministère des Solidarités, un nouveau rendez-vous avait été fixé à Force Ouvrière pour discuter des revendications des Travailleurs Sociaux de la Sécurité Sociale que nous défendons :

- L'attribution mensuelle de 33 points supplémentaires représentant un montant de 183€ nets, et ce afin de compenser l'injustice provoquée par leur exclusion du Ségur,

- Le passage des travailleurs sociaux au niveau 6 afin d'acter la reconnaissance de leur BAC+3.

Ce nouveau rendez-vous, après celui qui s'était tenu le 1<sup>er</sup> août, devait permettre à Mme Noor-Yasmin DJATAOU, la conseillère de la Ministre Aurore BERGE, de nous donner éventuellement de nouveaux éléments de réponse après une étude approfondie de sa part et des échanges qu'elle entendait mener notamment avec l'employeur.

Il n'en fut rien en réalité, Mme DJATAOU se contentant de renvoyer les revendications des Travailleurs Sociaux à la question de la future négociation pour une nouvelle classification, sans donner davantage de garantie. Le gouvernement nie ainsi l'urgence de ces revendications qui, dans la réalité, ne peuvent pas attendre la conclusion d'une classification qui n'interviendrait pas avant une longue période, si toutefois un accord est trouvé...

Les Travailleurs Sociaux, dont ceux qui étaient en grève le 20 octobre 2022, ou encore en débrayage le 13 novembre, ne peuvent accepter l'injustice que contient cette fin de non-recevoir.

**Ainsi donc, le « dialogue social » dont se gargarise le gouvernement prend-t 'il toujours davantage la forme d'une absence de négociation et de prise en compte des revendications.**

**Au mépris total, FO oppose l'organisation des agents pour construire le rapport de force dont nous avons besoin.**

**C'est dans ce contexte que toutes les Fédérations appellent à la grève des agents de la Sécurité Sociale le 19 décembre, jour de la 1<sup>ère</sup> RPN salaires 2024, avec rassemblement devant l'Ucanss pour la défense des revendications salariales des agents de la Sécurité Sociale.**

**Plus que jamais, organisons diffusions, réunions dans les services et Assemblées pour discuter des moyens à mettre en œuvre afin de faire aboutir les revendications.**

Paris, le 30 novembre 2023

Contact :  
Frédéric NEAU au 01 48 01 91 35